

Allocution du 4 février 2021

Nous sommes dans une situation sanitaire, économique et sociale inédite et grave pour le monde du travail. Les annonces de fermetures d'entreprises et de services publics, les milliers de licenciements, le gel des salaires, l'aggravation des conditions de travail sont les conséquences des choix politiques des gouvernements successifs pour satisfaire le capital. Ces choix tournent le dos à l'intérêt de notre pays, des salarié.e.s, des privé.e.s d'emplois, précaires, retraité.e.s, et de nos jeunes.

Loin de la prise de conscience de l'échec d'un système économique à bout de souffle, le patronat cumule très souvent licenciements et aides publiques avec le recours au chômage partiel. Y compris dans la grande distribution et les entreprises du numérique, les célèbres GAFAM (Google, Facebook, Amazon...), alors que leur chiffre d'affaires a explosé suite aux mesures sanitaires.

La grande majorité des entreprises a saisi l'opportunité d'une baisse temporaire d'activité pour restructurer et accroître le niveau de productivité au moment de la reprise. Elles en ont ainsi profité pour supprimer des dizaines de milliers de d'emplois. Et c'est sans compter les milliers de contrats d'emplois précaires qui sont stoppés ou non renouvelés. Ces décisions frappent l'ensemble de la population, mais particulièrement les plus jeunes qui sont obligés de compter sur ces emplois précaires pour financer leurs études ou pour acquérir une première expérience professionnelle.

La pauvreté qui se développe dans notre pays alors que plus de 100 milliards d'euros ont été dégagés en quelques semaines. Tous les grands groupes qui en ont bénéficié ont annoncé le versement de 30 milliards d'€ de dividendes tout en annonçant des suppressions d'emplois dans toutes les catégories professionnelles. Des Milliards d'argent public pour supprimer des emplois, c'est inadmissible !

Il faut des moyens pour la santé !

Des moyens financiers, du matériel et du personnel.

Le Ségur de la Santé est une véritable imposture. Une revalorisation salariale qui ne compense nullement les pertes subies par le gel du point d'indice depuis 2010. Des recrutements de personnels insignifiants, des technocrates plénipotentiaires aux commandes des conseils de surveillance des hôpitaux, des fermetures de lits toujours actées par les ARS destructrices de notre système de santé. Voilà la situation !

Ce gouvernement refuse de prendre les mesures indispensables réclamées par les soignants pour éviter l'engorgement des services de réanimation et de créer des emplois en nombre suffisant dans les hôpitaux, les maisons de retraite ou pour l'accompagnement des malades et des personnes en perte d'autonomie.

Il faut un véritable plan de relance du pouvoir d'achat !

Alors que le redémarrage de notre économie exige une augmentation du pouvoir d'achat des salariés comme des retraités, le gouvernement annonce pour 2021 une revalorisation du SMIC en dessous de 1%. Ce faisant, il prive la Sécurité sociale de ressources supplémentaires pour financer la protection sociale et les retraites. Les pensions ne seront augmentées que de 0,4 % après des années de blocage. Or, de nombreux retraités ont des pensions mensuelles égales ou inférieures à 1 000 euros et sont contraints à de grandes privations pour boucler leurs fins de mois.

Il faut stopper la privatisation de l'énergie et la casse des services publics !

La libéralisation rampante du marché de l'énergie a conduit à une augmentation du prix de l'électricité de 50 % en 10 ans, pénalisant durement les ménages et particulièrement les retraités disposant de petites pensions. Pourtant, le gouvernement envisage de livrer au privé les secteurs rentables d'EDF et laisser au service public les activités coûteuses en investissements. Nous avons besoin de services publics de proximité dans les villes et les villages, et plus particulièrement en Comminges. On ne peut plus supporter le rythme endiablé des fermetures des trésoreries et des bureaux de poste sur notre territoire.

Tous les habitants de nos communes rurales sont touchés par les restructurations qui, en fermant ces bureaux ou en en réduisant les amplitudes horaires, fragilisent nos territoires ruraux et les rendent moins attractifs.

Que dire du secteur de la montagne en Haute-Garonne en grave danger par la décision du Gouvernement de maintenir les domaines skiables fermés, et de ne pas rouvrir les remontées mécaniques. Cette décision laisse fortement augurer d'une année noire pour l'économie de la montagne, qui fait vivre de nombreuses personnes en Comminges sans compter les très nombreux emplois induits.

À l'heure d'une crise sanitaire sans précédent, le gouvernement s'appuie sur nos services publics, les valorise même dans les discours et clame leur nécessité à longueur d'allocution, alors que depuis des années il le détricote méthodiquement en appliquant une politique d'austérité mortifère.

Pourtant, c'est l'unique moyen de garantir un accès, de qualité, pour toutes et tous aux services relevant de l'éducation et la formation, l'action sociale et la santé, l'emploi décent, la justice et la sécurité, le logement, les transports, l'énergie et l'eau, l'information, la culture et la communication...

Tout est une question de choix, c'est pourquoi la CGT propose des solutions concrètes et immédiates :

- L'arrêt de tous les plans de suppressions d'emploi en cours ou survenus durant l'année 2020 ;
- La conditionnalité de toutes les aides publiques au maintien ou à la création d'emplois et leur contrôle ;
- La suppression des dividendes versés aux actionnaires des grands groupes pour l'année 2020, soit l'équivalent de 60 milliards d'euros qui doivent être réorientés pour le social, l'économie, l'environnement ;
- Le développement des services publics sur l'ensemble du territoire par la création de 500 000 emplois dans la Fonction publique, dont près de la moitié dans la santé et l'action sociale ;
- La réduction du temps de travail à 32 heures sans perte de salaire pour travailler moins, mieux, toutes et tous ;
- Une autre réforme de l'assurance chômage avec l'ouverture de droits à toutes et tous, y compris pour les jeunes en recherche du premier emploi ;
- Une sécurité sociale professionnelle permettant un déroulement de carrière progressif quels que soient les aléas de la vie au travail ;
- Une revalorisation des salaires sur la base d'un Smic à 1800 euros brut et des pensions.